Election législative Mars 1978 **1ère circonscription du Rhône**

CANDIDATURE POUR LA DEFENSE DU CADRE DE VIE

MAZALEYRAT
Jean-Pierre

26 ans, Ingénieur



SUPPLEANT

LEPY Jean-Paul

Madame, Mademoiselle, Monsieur

La défense de notre cadre de vie sera la bataille essentielle que nous aurons à mener ensemble dans les années à venir. Malheureusement ce thème est systématiquement évacué du débat électoral y compris par la gauche en qui nous nous reconnaissons à bien des égards. Et quand il est évoqué c'est avec si peu de nuances que l'on peut sérieusement douter et de la volonté et de la capacité de certaines organisations de modifier le cours des choses en ce domaine. C'est pourquoi nous avons jugé opportun de nous présenter à vos suffrages.

COMMENT SE DETERMINE NOTRE CADRE DE VIE ?

Il s'élabore par la mise en place de la politique d'aménagement du territoire dont les grands axes concernent :
— urbanisme, voies de communication, transports
— politique énergétique et industrialisation.
Il est évident que dans ces domaines les choix ne se font pas sur de seuls critères techniques donc objectifs, mais relèvent essentiellement de la politique. On comprend mieux dès lors combien il est dangereux de porter le débat sur le cadre de vie et l'écologie dans la sphère de l'apolitisme.
Mais examinons ensemble deux de ces grands axes : l'urbanisme et la politique énergétique.

L'URBANISME

QU'EST-CE QUE L'URBANISME ?

C'est le choix et l'aménagement précis des lieux ou les individus habitent, de ceux ou il travaillent, des moyens pour passer des uns aux autres et des équipements jugés nécessaires à leur santé, à leur sécurité, à leur formation et à leur culture. La réalisation de ces objectifs n'appelle pas de solution unique. Et certaines peuvent se révèler être une véritable agression à l'encontre de la personne humaine : atteinte à la santé, et physique et psychique des personnes, atteinte à leurs libertés.

QUE C'EST-IL PASSE CES VINGT DERNIERES ANNEES ?

La Ve République aura été marquée par un développement sans précédent du potentiel économique et industriel de la France.
Cette expansion considérable a eu pour conséquences négatives :
— un déséquilibre accru entre les différentes régions,
— une urbanisation gigantesque et souvent anarchique à la périphérie des grandes villes afin d'accueillir la main-d'œuvre d'une industrie en expansion et de plus en plus concentrée,
— la destruction du tissu urbain en vidant le centre des villes de leurs populations traditionnelles,
— une spéculation foncière gigantesque renforçant la ségrégation et conduisant à la construction de bureaux et d'immeubles de standing partiellement innocupés,
— sous prétexte de favoriser la circulation des hommes et des biens la mise en place d'infrastructures autoroutières certes nécessaires mais imposées en des lieux ou elles apportent nuisances aux riverains et détruisent bien souvent les centres privilégiés de certains quartiers (Perrache),
— de laisser aux seuls technocrates études et planification en matière d'urbanisme, en créant ne serait-ce qu'au niveau du vocabulaire (ZUP, ZAC, POS) des obstacles à la compréhension et à l'intervention de la population quand elle est directement concernée par les projets.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

QUE DEVONS-NOUS EXIGER ?

Nous pensons qu'il faut impérativement :
— arrêter la mégalomanie en matière d'urbanisme,
— chercher à créer l'équilibre logements-emplois-équipements,
— cesser la construction d'univers concentrationnaires à la périphérie des grandes villes,
— dénoncer la spéculation foncière qui provoque une ségrégation dangereuse et injuste (quartiers riches / quartiers pauvres) et chasse les artisans et leurs ateliers ainsi que les salariés du centre des villes et appelle les seules activités tertiaires et parasitaires,
— favoriser la vie associative, développer les comités de quartiers en leur donnant les moyens financiers et le cadre juridique leur permettant d'intervenir sur des projets les concernant.

LA POLITIQUE ENERGETIQUE

L'évolution des sciences et des techniques fait que certains problèmes touchant à la transformation et à l'utilisation de l'énergie se posent, qu'ils sont parfois résolus et parfaitement maîtrisés mais que dans d'autres cas une part d'incertitude demeure quant aux retombées éventuelles de l'utilisation de telle ou telle technologie sur l'environnement, la santé et la sécurité de la population.

NOTRE POSITION SUR L'UTILISATION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

La pénurie à plus ou moins long terme des ressources en combustibles fossiles (pétrole et charbon), notre dépendance accrue en matière d'approvisionnement ainsi qu'une demande croissante en énergie de la part de l'industrie comme du public ont poussé objectivement à l'utilisation de nouveaux combustibles et de nouvelles technologies.
L'utilisation de combustibles radioactifs dans des processus contrôlés est bien la seule technique récente et suffisamment maîtrisée permettant de produire de l'énergie de haut niveau dont a besoin l'industrie. C'est pourquoi nous ne pensons pas qu'il faille rejeter à priori et de manière catégorique l'implantation de centrales nucléaires.
Ce que nous condamnons c'est la mise en place dans la précipitation la plus totale du programme EDF et nous souhaitons que le processus engagé soit freiné pour laisser la place à la réflexion et à la concertation.
Il n'en reste pas moins qu'une politique énergétique cohérente doit être pensée et rapidement concrétisée.

UNE NOUVELLE POLITIQUE ENERGETIQUE

Nous devons exiger :
— que la protection de la population et de l'environnement soit un critère qui prime sur le prix de revient de l'énergie (choix des technologies, fiabilité),
— que les besoins du public et des industries soient satisfaits tout en développant un cadre législatif imposant l'économie et la récupération de l'énergie,
— que soient diversifiées au maximum nos sources d'énergie en réhabilitant des techniques classiques, en approfondissant la maîtrise des techniques nucléaires, en développant la recherche sur les énergies douces.
Cela passe par la volonté politique de ne pas céder aux sirènes de la rentabilité financière à court terme, de structurer et financer la recherche, d'expliquer qu'il faudra peut-être un jour payer très cher notre énergie.

— VOUS QUI PENSEZ QUE CES PROBLEMES SONT IMPORTANTS ET DOIVENT ETRE ABORDES AVEC SERIEUX.
— VOUS QUI PENSEZ QUE C'EST DANS LE DEVELOPPEMENT DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES QUE RESIDE LA SOLUTION AUX PROBLEMES ACTUELS A CONDITION QU'EXISTE UNE VOLONTE POLITIQUE D'ABOUTIR.
— VOUS QUI NE POUVEZ VOUS SATISFAIRE DU SEUL DISCOURS ELECTORAL ACTUEL . . .

NOUS VOUS APPELONS A VOTER POUR NOUS LE 12 MARS

Sciences Po / fonds CEVIPOF